



Agence Belge de Développement



Gouvernement Provincial du Haut Katanga et Lualaba

RAPPORT DES RESULTATS 2018

EDUKAT RDC1216911

ACRONYMES.....	3
1 APERÇU DE L'INTERVENTION.....	4
1.1 FICHE D'INTERVENTION	6
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	7
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	7
1.3.1 Pertinence.....	7
1.3.2 Efficacité.....	8
1.3.3 Efficience.....	8
1.3.4 Durabilité potentielle	8
1.4 CONCLUSIONS	9
2 MONITORING DES RESULTATS.....	10
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE	10
2.1.1 Contexte général	10
2.1.2 Contexte institutionnel.....	10
2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution	10
2.1.4 Contexte HARMO.....	11
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	12
2.2.1 Progrès des indicateurs.....	12
2.2.2 Analyse des progrès réalisés	13
2.2.3 Impact potentiel.....	14
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	15
2.3.1 Progrès des indicateurs.....	15
2.3.2 État d'avancement des principales activités.....	17
2.3.3 Analyse des progrès réalisés	17
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	19
2.4.1 Progrès des indicateurs.....	19
2.4.2 Analyse des progrès réalisés	20
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	22
2.5.1 Progrès des indicateurs.....	22
2.5.2 État d'avancement des principales activités.....	23
2.5.3 Analyse des progrès réalisés	23
2.5. THEMES TRANSVERSAUX	24
2.5.1. Genre	24
2.5.2. Environnement.....	25
2.6. GESTION DES RISQUES	26
3. PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	30
3.5. REORIENTATIONS STRATEGIQUES	30
3.6. RECOMMANDATIONS.....	30
3.7. ENSEIGNEMENTS TIRES.....	31
4. ANNEXES.....	32
4.5. CRITERES DE QUALITE.....	32
4.6. DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	36
4.7. CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	40
4.8. APERÇU DES MORE RESULTS	40
4.9. RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (2017) »	41
4.10. RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	47

Acronymes

AE	Accord d'exécution
AETFP	Projet d'appui à l'enseignement technique et la formation professionnelle
ANEP	Association nationale des Entreprises du Portefeuille (public)
APD	Avant-Projet Détaillé
APEFE	Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger
APS	Avant-Projet Sommaire
AS	Accord de subsides
AT (I) AT (N)	Assistant Technique (International), (national)
BIT	Bureau International du Travail
CA	Centre Affilié
CdA	Centre d'Application
CdR	Centre de Ressources Haut Katanga
CFP	Centre de Formation Professionnelle
CTB	Agence belge de développement
COPEMECO	Coopérative des petites et moyennes entreprises congolaises
CPS	Centre de Promotion Sociale
DTF	Dossier technique et financier
EDUKAT	Appui à l'Enseignement technique et la formation professionnelle au Katanga
ENA	Ecole Nationale de l'Administration
ETFP	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
ETP	Enseignement Technique Professionnel
FEC	Fédération des Entreprises du Congo
FENAPEC	Fédération Nationale des Petites et Moyennes Entreprises du Congo
INPP	Institut National de Perfectionnement Professionnel
ISP	Insertion Socio Professionnelle
ISPT	Institut Supérieur pédagogique et Technique
ISTA	Institut Supérieur des Technologies Appliquées
MAS	Ministère des affaires sociales
M&E	Monitoring et évaluation
METPS	Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance Sociale
MJS	Ministère de la Jeunesse et des Sports
MTR	Mi-terme-revue
(M)PME	(Micro) Petites et Moyennes Entreprises
PAEJK	Programme intégré d'Activités pour l'Emploi des Jeunes dans la Province du Katanga
PAPE	Plan d'Action Provincial de l'Education
PEQPESU	Projet d'Education pour la Qualité et la Pertinence des Enseignements aux niveaux Secondaire et Universitaire
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PIE	Plan Intérimaire de l'Education
PPP	Partenariat Public Privé
PRECOB	Programme de Renforcement des Capacités Organisationnelles par l'octroi de Bourses en RDC
PROVED	Directeur de la Province Educationnelle
SECOPE (P)	Service de Contrôle et de la Paie des Enseignants (Provincial)
SERNAFOR	Service National de Formation
SERNIE	Direction du Service National d'Identification des Elèves
SIGE	Système d'Information pour la Gestion de l'Education
SMCL	Structure mixte de Concertation Locale, le comité de pilotage d'un projet
TFM	Tenke Fungurume Mining
UCAG	Unité conjointe d'appui à la gestion
UCOP	Unité de Cordination du Projet
UFE	Unité Formation-Emploi

1 Aperçu de l'intervention

EDUKAT a engagé une réforme profonde du système d'ETFP Provincial sur la base du constat que la formation n'a de raison d'être que si elle est organisée pour faciliter l'insertion professionnelle des formés. La formation est ainsi liée à l'emploi, à la croissance et aux opérateurs économiques. Elle aura toute capacité à se développer dans le cadre d'un partenariat indispensable « Ecoles-Entreprises ». Toutes les activités du projet ont été organisées pour faciliter l'implantation et l'animation de ce partenariat.

Le projet a appuyé les structures de l'ETFP ainsi que les opérateurs économiques dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba en vue d'adapter l'offre de formation aux besoins en compétences des économies locales et aux attentes des jeunes (filles et garçons) en formation dans les établissements de l'ETFP.

L'essentiel de l'action a porté sur :

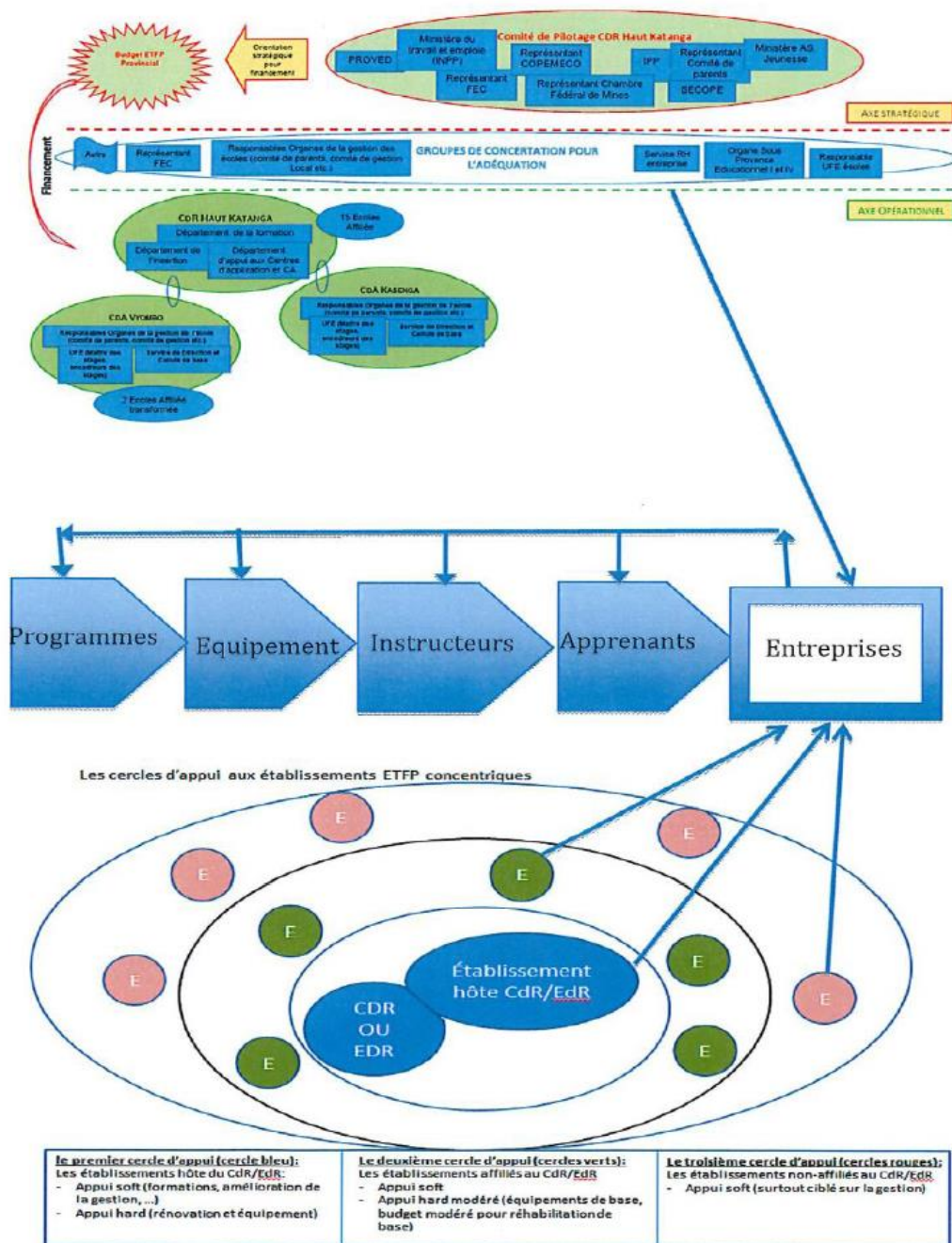
- i) l'aide à l'insertion professionnelle des jeunes formés dans les écoles techniques (part de l'organisation des stages, des formations additionnelles, de l'information auprès des entreprises...),
- ii) le renforcement des capacités des formateurs et des personnels d'encadrement, (part de la formation avec la fourniture d'outils méthodologiques concernant la pédagogie et la gestion, et du coaching pour tous ceux qui ont une activité dans le projet),
- iii) le renforcement des capacités de formation des centres (part de l'équipement et des rénovations de bâtiments),
- iv) l'appui au management partenarial et à l'organisation du dispositif ETFP (par la création, la mise en place et l'organisation d'un centre de ressources provincial en ingénierie de formation).

Le projet a agi à travers l'activité de 3 Centres d'Application (deux dans le Haut-Katanga à Kasenga et Likasi, un dans le Lualaba à Kolwezi) ainsi qu'à travers le Centre de Ressources (CdR) implanté à Lubumbashi, créé sous l'initiative du projet, véritable fer de lance du projet. Dans les deux provinces, 12 autres établissements de formation sélectionnés bénéficient à plus ou moins d'importance des actions du projet (6 écoles transformées et 6 centres affiliés).

La cible est essentiellement les jeunes garçons et jeunes filles qui suivent des formations du secteur industriel structuré. Une exception a été faite avec l'appui fourni à l'institut agricole de Kasenga dont la justification est évidente compte tenu de la place de l'agriculture sur le marché de l'emploi.

Le rôle du Centre de Ressources et sa position dans le système ETFP ont été définis avec les autorités administratives et les représentants des entreprises. Il a été construit, équipé et organisé sous l'égide du projet. Ce CdR fait office d'interface entre les opérateurs économiques et les structures publiques de formation, abritant ainsi les capacités en ingénierie de formation nécessaires à l'identification des besoins en compétences, à l'élaboration des offres de formation, à la conduite de projets de formation, à la gestion des moyens y compris financiers, au suivi de l'insertion des formés, à l'évaluation du dispositif emploi-formation et de manière générale à l'animation d'un partenariat « écoles-entreprises ».

Figure 1 : Le schéma des interactions du CdR



1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Appui à l'Enseignement technique et la formation professionnelle au Katanga
Code de l'intervention	RDC1216911
Localisation	KATANGA
Budget total	10.000.000 EUR
Institution partenaire	« Ministère Provincial en charge de l'Enseignement et de la recherche Scientifique du Haut Katanga » et « Ministère de l'Education et de la Santé du Lualaba »
Date de début de la Convention spécifique	17 mars 2013
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	01 janvier 2014
Date prévue de fin d'exécution	16 mars 2020
Date de fin de la Convention spécifique	16 mars 2021
Groupes cibles	- Le personnel et les stagiaires d'un Centre de Ressources dans le Haut Katanga - Le personnel et les élèves de 3 Centres d'application (Vyombo, Itima, Ecole du Cinquantenaire de Kasenga) - Le personnel et les élèves de 6 écoles transformées (inscrit dans le décret de transformation) - Le personnel et les élèves de 10 écoles affiliées (en train d'être sélectionnée) - Le personnel des services compétents des 2 Divisions provinciales de l'Education y compris l'IPP et le SECOPE (Haut-Katanga et Lualaba) - Le personnel du département d'étude et documentation de la FEC (Fédération des entreprises du Congo) et certains services de la COPEMECO
Impact¹	Dans le bassin d'emploi autour de l'axe Mutshatsha – Lubudi – Kolwezi - Likasi-Lubumbashi - Sakania, un meilleur accès des jeunes, filles et garçons, à une formation de qualité est assuré et une offre de main-d'œuvre qualifiée répondant aux perspectives d'emploi ou auto-emploi est augmentée, notamment par le renforcement des capacités de certaines institutions et des organisations en charge de l'enseignement
Outcome	Entre 2013 et 2018, les établissements et centres de formation ciblés enregistrent une augmentation durable de 40 % d'apprenants dans les filières appuyées. Il y a également une augmentation durable de 60% de sortant(e)s qui sont certifié(e)s et employables et dans cette même période, la proportion de filles/jeunes femmes parmi les sortant(e)s a au moins doublée.
Outputs	Les jeunes apprenants des filières porteuses ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique Le pilotage et la gestion au niveau macro, meso et micro du secteur ETPF dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de l'emploi et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle
Année couverte par le rapport	2018

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

1.2 Exécution budgétaire

Budget		Dépenses			Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Années précédentes 2017	Année couverte par le rapport (n)	Solde	
Total	10.000.000	2016 : 3 977 232,69	8 159 667,84	1 840 332,16	82%
		2017 : 2.384 190,65			
		2018 : 1.798 244,50			
Output 1	5.440.200	2016 : 1 709 343,16	4 234 223,48	1 226 597,52	78%
		2017 : 1 568 949,58			
		2018 : 955 930,74			
Output 2	908.800	2016 : 339 101,92	660 960,13	75 139,87	90%
		2017 : 150 825,86			
		2018 : 171 032,35			
Output 3	897.000	2016 : 141 305,41	510 365,12	236 134,88	68%
		2017 : 144 952,73			
		2018 : 224 106,98			

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

Pertinence	Performance
	A

Il était particulièrement pertinent, aux plans politique, social et économique d'appuyer les Ministères provinciaux du Haut Katanga et Lualaba en charge de l'ETFP pour implanter et développer un dispositif de formation professionnelle qui pourrait être plus performant en termes d'employabilité et d'insertion professionnelle des jeunes qui suivent des cycles de formation professionnelle dans les divers centres et écoles ayant administrativement cette responsabilité.

Au plan politique, la pertinence est grande de prévoir un appui à une région, alors que la politique de décentralisation est en phase terminale de concrétisation.

Au plan social, les jeunes dont les qualifications acquises en formation leurs permettraient de trouver un emploi salarié contribueraient ainsi à améliorer la situation sociale et pécuniaire de cette foule de jeunes gens qui actuellement est à la recherche d'emploi.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Dans cette cinquième année de mise en œuvre (options prises en 2017 d'orienter les ressources du Programme sur la réalisation « soft » création des conditions d'insertion professionnelle des lauréats du dispositif), suite à la finalisation des chantiers de construction/réhabilitations et à l'installation des équipements on a noté des résultats très encourageants en termes d'employabilité qui montrent une progression à la fois du nombre de jeunes sélectionnés par le CdR à la sortie des écoles techniques et ayant bénéficié de l'aide à l'insertion (stages et formations complémentaires). Ainsi, de 20 lauréats ayant pu suivre un stage sur 45 sélectionnés il y a 3 ans, on atteint aujourd'hui un score de près de 190 stages pour 200 sélectionnés qui vont suivre aussi des formations complémentaires.

On notera toutefois qu'une communication plus conséquente, outillée d'un plan de communication structuré et dense sur 2 ou 3 ans, aurait très largement contribué à améliorer l'efficacité de l'action du projet envers les jeunes, envers toutes les structures de formation et de gestion du dispositif formation et emploi et surtout envers les opérateurs économiques (contrainte dû aux relations belgo congolaise suite à la création d'Enabel).

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	A

Elle est bonne au regard des résultats obtenus. Comme souligné dans les rapports précédents, la dépense a toujours été envisagée au moindre coût tout en conservant la qualité souhaitée, qu'il s'agisse de prestations de services ou de fourniture de biens matériels.

La mise à disposition des équipements a permis au Centre d'Application Vyombo et Itima de travailler sur l'année scolaire 2017-2018 à pleins régimes.

Pour ce qui concerne la partie insertion socio-professionnelle, un groupe de plus de cent (200) bénéficiaires (lauréats 2016-2017) a été inscrit dans le processus d'accompagnement ISP (formation soft skills complétée) 183 d'entre eux ont bénéficié d'un stage professionnel et 30 parmi eux ont eu un contrat de travail.

Il est également utile de signaler qu'environ 1200 élèves/lauréats des écoles appartenant au réseau CdR ont bénéficié d'une formation « à distance » (dans les salles multimédia du Centre de Ressources Haut-Katanga des CdA Vyombo, Itima, Saint Francois Xavier) en alphabétisation informatique et obtenu leur certification (ICB).

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

A ce jour la durabilité des performances et des acquis du projet pose question et n'est pas fondamentalement acquise pour trois principales raisons.

La première est financière : même si une contribution financière du Gouvernement Provincial du Lualaba de 100.000 euro est arrivée en 2018 (durabilité pour 2019 assurée), il n'y a aucune garantie sur un maintien stable d'un budget suffisant pour l'ETFP tant que les accords partenariaux entre le Ministère provincial des deux provinces et les représentations patronales n'ont pas abouti. Sans la contribution financière du privé (les grandes sociétés du secteur minier notamment), le système ETFP ne peut plus fonctionner avec le seul financement de l'Administration, trop limité.

La deuxième est humaine. Face aux changements considérables introduits par EDUKAT

dans la manière de concevoir et de gérer le dispositif provincial de formation pour qu'il soit efficace, les acquis à tous niveaux des personnels de l'Administration comme du Privé, sont encore fragiles, et sont à consolider.

La troisième est administrative. A ce jour les acquis n'ont pas été tous traduits en termes officiels par les autorités congolaises (conventions de partenariat à valider et signer, modalités de gestion partenariale du CdR dont finances à légiférer, etc...).

1.4 Conclusions

Les faits marquants de l'année 2018 pourraient être synthétisés à travers ce qui suit :

- L'intérêt accru des entreprises dans le rôle qu'ils ont à jouer dans le cadre de leur responsabilité sociétale, vers le stage professionnel notamment (cfr. 183 stages professionnels assurés);
- Une contribution monétaire de 100.000 euro du Gouvernement Provincial du Lualaba ;
- Une collaboration étroite (MOU pour 2019) avec une société de sous-traitance qui s'occupe de placement ;
- Le Projet ISP « insertion socioprofessionnelle » mis en place par le Centre de Ressources Haut-Katanga (pour une meilleure employabilité axée sur les principes de la formation « non formelle ») continue à être pertinent au regard de ses premiers résultats, car des lauréats après le période de stage (environ 15 %) ont été embauchés et encore environ 15/20% ont été retenus pour des périodes de stages supplémentaires.

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution Enabel
Léonie MUYOMBE	Lorenzo GIACOMIN

Signature Léonie MUYOMBE 12/22/2019 03

Signature Lorenzo GIACOMIN

2 Monitoring des résultats²

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

En vue de réussir la matérialisation du Plan d'Action Provincial de l'EPSP (PAPE) et mieux percevoir l'examen des enjeux et des défis du sous-secteur de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnelle, le Gouvernement Provincial du Haut-Katanga sous l'égide de ses Ministères Nationaux : EPSP-INC (et le nouveau Ministère ETP) a posé les bases d'une prise en charge mieux orientée de la réforme ETP (réf. Rapport Résultats EDUKAT 2014, 2015 et 2016).

Le cadre macro-économique stabilisé en 2018 a entraîné une progressive augmentation des offres d'emploi dans le secteur minier mais auprès des entreprises en sous-traitance.

La Convention de partenariat n° 004/2011 du 11/03/2011 "Adéquation Formation-Emploi" reste jusque-là le soubassement de cette recherche de PPP (accompagnée par une volonté d'une prise en compte de plus en plus effective de la « Responsabilité Sociale des Entreprises » – RSE, mais une révision de la loi n° 18/018 du 09 Juillet 2018 relative au partenariat public-privé pourrait changer la donne quant à la stratégie de l'adéquation formation-emploi.

Le dispositif de formation apporté par le Projet EDUKAT est résolument orienté vers l'emploi des jeunes avec le CdR comme agence d'ingénierie de formation géré en partenariat avec les organisations patronales ainsi que les établissements comme centres de réalisation des formations. Ce schéma initié, installé et opérationnalisé par EDUKAT est l'une des réussites du projet.

Durant l'année, un maximum d'activités a été conduit pour améliorer l'employabilité des jeunes sortants des écoles techniques. Un effort important de formation et de coaching a été fourni par l'UGP et l'équipe du CdR auprès des cadres de l'Administration et des représentants d'organisations professionnelles, la FEC notamment, qui ont ainsi compris les enjeux et les principes de fonctionnement du système.

Les compétences acquises et le changement d'attitude des cadres de l'Administration publique vis à vis de la FP ont porté leur fruit.

2.1.2 Contexte institutionnel

Le contexte d'instabilité institutionnel au niveau national et provincial (préparation des élections) a perduré pendant toute l'année 2018.

Au cours de l'année 2018, le nouveau Ministère ETP National a continué son « lobbying » (commencé en 2016), afin de doter de services techniques l'Administration (PROVED ETP) les différentes provinces de la République. Ceci a créé énormément de tensions au sein des différents services de l'EPSP.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Au cours de l'année 2018, le Ministère en charge de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique du Haut-Katanga/Lualaba n'a pu organiser qu'une seule SMCL (au mois de mai 2018).

Il s'avère qu'une seule réunion du Comité de Pilotage du Centre de Ressource Haut-Katanga a été tenue en 2018 (Février). En même temps, les référents (politico-administratifs) inscrits dans le ROI du CdR Haut-Katanga (appelés notamment à piloter la démarche) suite au changement de l'exécutif provincial sont appelés à des nouvelles fonctions (nouvel interlocuteur).

² L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

2.1.4 Contexte HARMO

Au cours de l'année 2018, le Projet EDUKAT a continué les importantes actions de complémentarité avec le Projet PRELUB, notamment à travers la mise en place d'un chantier-école (techniciens SNEL et lauréats des écoles ETFP) dans le quartier Karavia en vue d'exécuter les travaux de raccordement des compteurs à prépaiement.

Pendant l'année 2018, les rapprochements avec l'USAID dans le cadre du Projet Accélère 2 (Pilotage) ont continué notamment dans la :

- Participation aux activités de planification stratégique et cycle de la dépense publique dans le domaine de l'Education et la consolidation du Plan d'Action Provincial du secteur de l'Education et de la Formation de la Province du Haut-Katanga 2017-2025) ;
- Capitalisation de l'outil de géolocalisation « carte dynamique » mise en place pour le rapprochement des écoles techniques/entreprises géoréférencées (ex grand Katanga) avec les bureaux gestionnaires (dans le cadre du Projet accélère 2).

Il y a lieu de signaler également que les activités conjointes sur l'approche « Projet d'Etablissement » avec le PEQPESU (Projet Banque Mondiale exécuté au niveau National) continuent.

2.2 Performance de l'outcome



2.2.1 Progrès des indicateurs

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2014	Valeur année 2015	Valeur année 2016	Valeur année 2017	Valeur année 2018	Cible finale
Evolution de nombre d'élèves dans les filières appuyées	Effectif d'élèves entrants des filières appuyées (2013) 2517 élèves dans 6 filières porteuses	3081 élèves soit 18% D'élèves répertoriés dans les 6 filières porteuses ³ du Projet EDUKAT	2836 élèves 11% d'augmentation par rapport à l'année 2013. Non prise en compte les effectifs de SALAMA	5376 53% D'élèves par rapport à l'an 1 Avec les effectifs des CA pris en compte.	4908 élèves, soit 49% d'augmentation par rapport à l'année de base	4983 élèves, soit 50% d'augmentation par rapport à l'année de base	Augmentation de 40%
Proportion filles/garçon sortant(e)s dans les filières porteuses des écoles affiliées.	0/262 0%	1/334 0.2%	1/363 0.2%	4/413 0.9%⁴	60 Filles pour 576 garçons dans les CA (10,4%) de proportion	557 Filles pour 4426 garçons dans les CA (13%) de proportion	Augmentation de 100%
Evolution du nombre de sortants qui sont employables une année après certification.	262 sortants	334 (45 lauréats sélectionnés, soit 13,8%) ⁵	363 (90 Lauréats sélectionnés, soit 24,4%)	413 (135 lauréats sélectionnés, soit 32,5%)	632 (135 lauréats sélectionnés, soit (21,4%))	691 (200) lauréats sélectionnés, soit (29%)	60% d'augmentation

NB : (extrait du Workplan Baseline) : Il est à signaler que certaines des filières retenues dans les écoles transformées ne concordent pas avec celles qui fonctionnent au sein de Centre d'application. De cette façon, les Centres d'application ne vont pas arriver à jouer le rôle leur dévolu (accompagnement à la transformation) et ainsi aider les écoles transformées à garantir la formation pratique requise pour les diplômes qui seront délivrés

³ Les six (6) **filières porteuses** concernent notamment : les filières électricité, électronique, mécanique-générale (qui intègre aussi les Machines-outils), mécanique-automobile, Construction et Agriculture.

⁴ Les valeurs reprises dans la Baseline et dans les années 2014/2015/2016 sont celles de Vyombo, Salama, Itima. A partir de 2017 les données statistiques des sortants de 4 écoles transformée et le 6 Centre Affilié seront prises en compte.

⁵ Ce pourcentage correspond à l'année de sortie des lauréats, c'est-à-dire, le rapport pondéré des 45 lauréats sélectionnés sur l'ensemble des sortants, soit 13.8%.

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

De manière indicative, à partir du tableau des indicateurs on sait situer les aspects qui démontrent l'avancée vers la consolidation de l'outcome assigné au projet.

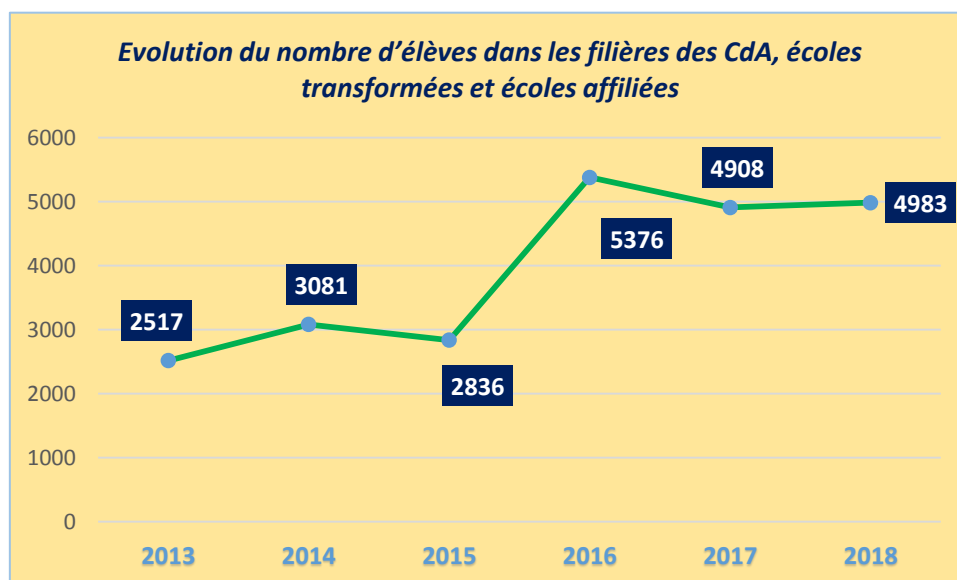
Par rapport à la situation de départ le graphique ci-dessous démontre une légère croissance des effectifs par rapport à l'année précédente (2%), cela est vraisemblablement dû au fait que huit écoles se sont ajoutées en 2018, affiliées au Centre d'Application de l'ITIMA à Kolwezi avec possibilité que ces chiffres puissent accroître davantage grâce aux nouvelles affiliations à Lubumbashi et à Likasi.

Comparé à la situation de départ (Baseline), les scores restent en général meilleurs que ceux attendus, parce qu'ils sont largement supérieurs à 40%, valeur cible de départ. La décroissance est pourtant manifeste lorsque l'on considère l'ensemble d'effectifs par rapport à l'année 2016.

Le résultat des enquêtes de monitoring effectuées en 2018 attestent que l'accroissement des effectifs dans les filières techniques appuyées entre les deux années est de 8,5%, mais l'on observe plutôt une faible représentativité des filles (10,2%) dans les filières techniques par rapport à celle des garçons.

En termes d'effectifs, est important de noter une augmentation sensible du nombre des filles qui est passé de 60 à 517, compte tenu des écoles qui se sont ajoutés sur la liste cette année.

Graphique 1 : Evolution du nombre d'élèves dans les filières des CdA, écoles transformées et écoles affiliées



2.2.3 Impact potentiel

Le « dispositif CdR » est un réseau d'animation et d'appui en vue d'un système rénové d'ETFP qui a été mis en place pour répondre à la question de l'inadéquation encore criante entre la nature et la qualité des formations et les compétences professionnelles attendues par les entreprises.

Maintenant que l'antenne du CdR Haut-Katanga est opérationnelle (depuis novembre 2017), la maîtrise de l'ensemble du dispositif se fera au prix du renforcement des capacités de ses animateurs dans leurs relations avec les acteurs externes au secteur ETFP en privilégiant des stratégies de mobilisation et de partenariat avec le secteur privé.

Depuis 2017, le CdR a déjà accueilli en son sein de nombreux candidats : 300 (120 élèves ETFP, 100 lauréats ETFP, 76 professeurs, artisans) bénéficiaires ont été pris en charge dans le cadre des missions qui lui sont assignées.

En outre, les lauréats encadrés par les artisans dans le cadre de l'approche « chantier-école », trois d'entre eux ont été engagés comme professeurs à l'école du cinquantenaire de Kasenga.

Quant au processus d'accompagnement des lauréats sortants des écoles ETFP à l'insertion socio-professionnelle, il a été mis en œuvre à travers l'implémentation de formations soft skills/pratiques et l'organisation des stages professionnels à caractère « non formel » (modulaires de courte durée) à dispenser en entreprise. La formalisation est en train de se mettre en place avec environ 400 stages en entreprises déjà négocié pour l'exercice 2019).

Notons que la base des données Kat@cel a été implémentée aux différents Centres d'Application avec possibilité d'envoyer les données au CdR Haut Katanga pour le traitement/gestion des données de l'ensemble des sites.

Figure 1 : L'outil de suivi du processus d'accompagnement des lauréats dans le CdA : Kat@cel



2.3 Performance de l'output 1



2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique.							
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2014	Valeur année 2015	Valeur année 2016	Valeur année 2017	Valeur année 2018	Cible finale
Evolution dans la Réhabilitation de Centre d'Application.	Néant	2/14 phases (14,3%)	8/14 phases (57%)	13/14 phases (92%)	14/14 phases (100%)	14/14 phases (100%)	14/14 phases d'exécution, soit 100%
Evolution dans la construction du Centre de Ressources Katanga I	Néant	4/14 phases (28,6%)	9/14 phases (64%)	12/14 phases (86%)	14/14 phases (100%)	14/14 phases (100%)	14/14 phases d'exécution, soit 100%
Evolution dans l'équipement de CdR	Néant	0%	1/3 phases (33%)	2/3 phases (67%)	3/3 phases (100%) ⁶	3/3 phases (100%) ⁷	3/3 phases d'exécution correspondant à 100%
% des filières porteuses équipées dans les CdA (Vyombo et Itima)	Vyombo Itima Ecole du cinquantenaire	Itima : 0% Vyombo : 0%	Itima : 4/6 filières (66%) Vyombo : 4/6 filières (66%) Ecole du cinquantenaire : 1/3 filières (33,3%)	Itima : 4/6 filières (66%) Vyombo : 4/6 filières (66%) Ecole du cinquantenaire : 1/3 filières (33,3%)	Itima : 4/6 filières (66%) Vyombo : 4/6 filières (66%) Ecole du cinquantenaire : 1/3 filières (33,3%)	Itima : 4/6 filières (66%) Vyombo : 4/6 filières (66%) Ecole du cinquantenaire : 1/3 filières (33,3%)	6/6 filières, soit 100%
% des écoles affiliées avec des équipements de base pour les filières porteuses	Néant	0%	0%	0%	1/20 CA (5%) = Institut Mapendo à Kipushi	1/27 CA (4%) = Institut Mapendo à Kipushi	20/20 écoles affiliées

⁶ Note : 3/3 phases d'exécution correspondent à 100% de réalisation, la troisième phase a commencé avec la première livraison des équipements le 15/01/2018.

⁷ Note : 3/3 phases d'exécution correspondent à 100% de réalisation, la troisième phase a commencé avec la première livraison des équipements le 15/01/2018.

Output 1 : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique.

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2014	Valeur année 2015	Valeur année 2016	Valeur année 2017	Valeur année 2018	Cible finale
Nombre d'élèves (f/h) qui participent à la formation pratique approuvée par le secteur privé dans les CdR et CdA	Néant	22/45 (49%)	48/90 (53%) ⁸	34/135 (25%) ⁹	134/135 (99.3%)	200/135 (148%)	135 lauréats
% des élèves certifiés dans les CdR	Néant	0%	3/45 (9%)	4/90 (4,4%)	5/135 (3,7%)	137/135 (101%)	80% de 135 lauréats
Flux de fréquentation de formation pratique des élèves (f/h) des écoles Affiliés au CdA	Néant	0%	30% des finalistes	Itima : (0%) Vyombo : 274/320 élèves (85,6%)	Itima : (0%) Vyombo : 122/185 élèves (65,9%)	Itima : 300/403... (74%) Vyombo : 467/522 élèves (89%)	80% des finalistes

⁸ Les **37 élèves** font allusion aux 22 élèves de 2014 et 15 lauréats qui se sont ajoutés en 2015.

⁹ Compte tenu du fait que le processus d'accompagnement est en cours, les lauréats sont en train d'être présélectionnés pour l'année 2017.

2.3.2 État d'avancement des principales activités

ÉTAT D'AVANCEMENT DES PRINCIPALES ACTIVITES ¹²	ÉTAT D'AVANCEMENT :			
	A	B	C	D
Outputs1				
Installation des équipements CdR Haut Katanga (électronique, électricité)				
Electrification des 3 Ecoles (Itima, CdR Haut Katanga, Ecole Cinquantenaire Kasenga)				
Refournir les CdA Vyombo ITIMA Ecole du Cinquantenaire Kasenga en consommables				
Réceptionner 50 % des travaux de réhabilitations/construction de l'école Transformée Institut Kilima				
Faire de la formation additionnelle pour les lauréats sortants (technique)				
Former les professeurs du CdA et écoles Affiliées dans la filière électricité électronique/froid				
Mettre en place la maintenance curative et préventif pour les équipements des filières appuyez dans les CdA et CA				
Installation des équipements CdR Haut Katanga (électronique, électricité)				

¹²A : Les activités sont en avance

B Les activités sont dans les délais

C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.

D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Une évolution nette dans certaines aspects du résultat 1 parmi lesquels :

- L'installation des équipements du CdR/CdA ;
- Les travaux d'électrification du Centre d'Application Itima et le Centre de Ressources Haut Katanga ;
- L'approvisionnement des Centres d'Application en consommables nécessaires à la formation pratique des élèves ;
- La tenue des formations additionnelles ;
- La mise en place au sein des CdA des outils nécessaires à la gestion de la maintenance (inventaires et fiches de stock) ;

Cependant des retards ont été enregistrés parmi certaines activités planifiées en Q4 2018 notamment :

- L'acquisition des certaines équipements électronique, électricité
- Les travaux de réhabilitations/construction de l'école Transformée Institut Kilima

En 2018 donc, le volet de la mise en œuvre des équipements, a connu des avancées considérables en ce sens que toutes les phases d'exécution ont été atteintes (soit 3/3 phases) mais leur réalisation est estimée à 70% d'équipement acquis au CdR L'exécution satisfaisant du volet équipements a permis a que les nombres de bénéficiaires et lauréats certifié augmente considérable en dépassant la cible identifié dans la matrice de monitoring.

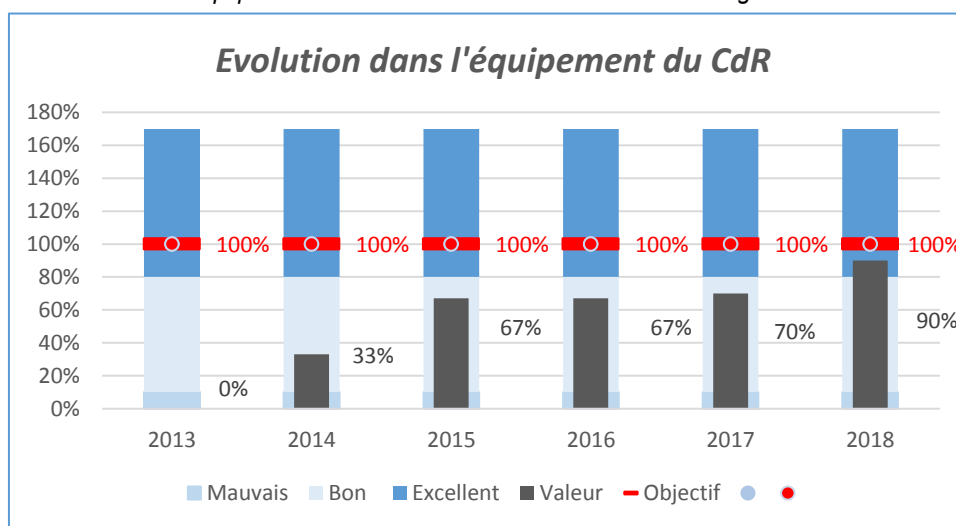
Bien que l'indicateur sur l'évolution dans l'équipement du CdR puisse atteindre des scores louables, il sied néanmoins de noter la plupart de ces équipements nécessite d'un renforcement sur les filières

porteuses (électricité réfrigération énergie renouvelable retard dans l'attribution du MP RDC1216911-17). Dans le domaine des infrastructures, les travaux de réhabilitation envisagés au niveau des écoles affiliée ont atteint la phase :

- Finale pour les travaux à exécuter sous forme de chantier école dans l'école du Cinquantenaire de Kasenga (90%);
- La sixième phase pour la réalisation des travaux d'aménagement de l'Institut Kilima (le contrat du MP RDC1216911-16 est prêt à être signé depuis septembre 2018).

Il est important de mentionner qu'il existe un outil D4D développé par un établissement appuyé, utilisé pour le suivi de gestion des stocks et de la maintenance des équipements (Logesseq).

Graphique 2 : Evolution dans l'équipement du Centre des Ressources Haut-Katanga



2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Le pilotage et la gestion au niveau macro, méso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de l'emploi et garantit une amélioration de la qualité de l'ETFP.											
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur Cible 2014	Valeur année 2014	Valeur Cible 2015	Valeur année 2015	Valeur Cible 2016	Valeur année 2016	Valeur Cible 2017	Valeur année 2017	Valeur année 2018	Cible finale
% de contribution du secteur privé aux frais de fonctionnement CdR Haut-Katanga	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	164000 Euros
% de contribution du secteur public aux frais de fonctionnement CdR Haut-Katanga	0%	0%	0%	0%	0%	0%	112.000\$, Budget provinciale voté-prévisions 2016 ¹⁰ , soit 47,4% de contribution.	0%	0%	113000\$ ¹¹	164000 Euros
Ecoles CdA pratiquant une gouvernance fondée sur la gestion durable des ressources.	0/4	0%	0%	2/4	2/4 (50%)	4/4	2/4 (50%)	4/4	3/4 (75%)	3/4 (75%)	4/4
Ecoles CA pratiquant une gestion durable des ressources	0/20	0%	0%	4/20	9/20 écoles (45%)	20/20	9/20 écoles (45%)	20/20	9/20 (45%)	9/27 33,3%	20/20
Ecoles CdA avec un Comité de Gestion formé et fonctionnel sur le total des écoles CdA	0/4	0%	0%	2/4	3/4 (75%)	4/4	3/4 (75%)	4/4	3/4 (75%)	4/4	4/4
Ecoles CA avec un Comité de Gestion formé et fonctionnel sur le total des écoles CA	0/20	0%	0%	5/20	6/20 (30%)	20/20	11/20 (55%)	20/20	12/20 (60%)	12/27	20/20

12 Note : 112.000\$ = 104.546.400 CDF (taux de 933.45 en CDF) et 164000 € = 220.458.132 CDF, cour de change du 23/01/2017, qui correspondent donc à 47,4% de contribution pour le Secteur Public, soit 104.546.400/220.458.132 * 100. Source : Fiche de Dépouillement des Dépenses-Exercice 2016 pour la Province du Haut-Katanga. Il est toutefois important de signaler de ce budget a été voté par l'Assemblée Provinciale mais pas insérée dans le circuit des Dépenses Publiques provinciales.

13 Selon l'IPP chargé de l'ETFP, il s'agit de 4 inspecteurs au Haut-Katanga (1 en Mécanique-Générale, 2 en Electronique et 1 en Agriculture et 1 seul en Electricité au Lualaba qui vient d'être muté au Haut-Lomami, d'où, les 40% de 2016. Bref, la cible finale serait normalement de 8 Inspecteurs par ce qu'on devrait normalement en avoir aussi 4 pour le Lualaba.

14 Source : Rapport final du PAC en « Communication et Animation des réunions » -CEMA, Mai 2016.

15 En attente du Rapport final d'évaluation du PAC sur le « Classement et l'Archivage » qui sera produit par CEMA.

11 Il s'agit de la contribution du Gouvernement provincial du Lualaba aux frais de fonctionnement du CdR.

ÉTAT D'AVANCEMENT DES PRINCIPALES ACTIVITES ¹²	ÉTAT D'AVANCEMENT :			
	A	B	C	D
Arriver à d'avoir un contrat de gestion avec le secteur privé pour le CdR Haut Katanga				
Faire la mise à jour de la carte dynamique avec la FEC				
Avoir un répertoire des besoins en main d'œuvre qualifiée par catégorie fonctionnelle (FEC)				
Accompagner le Pilotage de l'Adéquation formation/emploi (Comité de Pilotage CdR Katanga)				
Accompagner le dialogue multi acteurs (Comité de concertation local)				
Accompagner la mise en œuvre du PAPE ETPF (Plan d'actions CdR Haut Katanga inscrit dans le PAP)				
Mettre en place les outils des gestions dans les Centre Affiliés				

2.4.2 Analyse des progrès réalisés

Pour assurer la durabilité au CdR Haut-Katanga, les Acteurs gouvernementaux et de l'Administration provinciale s'étaient déployés (à partir de juin 2016) pour s'assurer que les frais de fonctionnement et les textes juridiques nécessaires seraient disponibles pour débloquer une mise à disposition des fonds pour le CdR.

C'est dans ce cadre qu'un budget avait été voté (en 2016 en 2017) pour l'année 2018 par l'Assemblée Provinciale.

Malheureusement, malgré les efforts fournis pour décrocher (voté par l'Assemblée de la Province du Haut-Katanga) un budget à affecter à la ligne budgétaire ETPF, au cours de l'année 2018 le problème de son exécution (en faveur du CdR et de l'Education plus en général) est resté sans réponse (il a été évoqué un manque de trésorerie). Cependant une contribution de l'équivalent de 100.000 euro est arrivée du Gouvernement Provincial du Lualaba.

La collaboration avec la FEC initiée en 2016 à travers une Convention de Subsidés (dans l'amélioration du recensement/exploitation des données statistiques des entreprises), a apporté en 2017 des données cohérentes avec les besoins en formation (<http://www.fec-rdc.com/index.php/12-derniere-publication/189-rapport-de-l-etude-sur-les-besoins-en-main-d-oeuvre-des-entreprises-etude-bmo-2016-2017>).

La FEC a manifesté son intérêt à s'impliquer avec la Province de Haut-Katanga dans la gestion du CdR Haut Katanga, une entreprise spécialisée dans la sous-traitance des RH a signé en MOU pour 2019 avec le CdR Haut Katanga.

Les mêmes entreprises ont manifesté l'intérêt dans la mise en œuvre des futures actions à entreprendre dans le cadre de leur responsabilité sociétale (loi de la sous-traitance), notamment dans l'accueil des lauréats au stage professionnel (SMF Salon Métiers et Formation est devenue un 'label' d'un meilleure matching offre de formation demande).

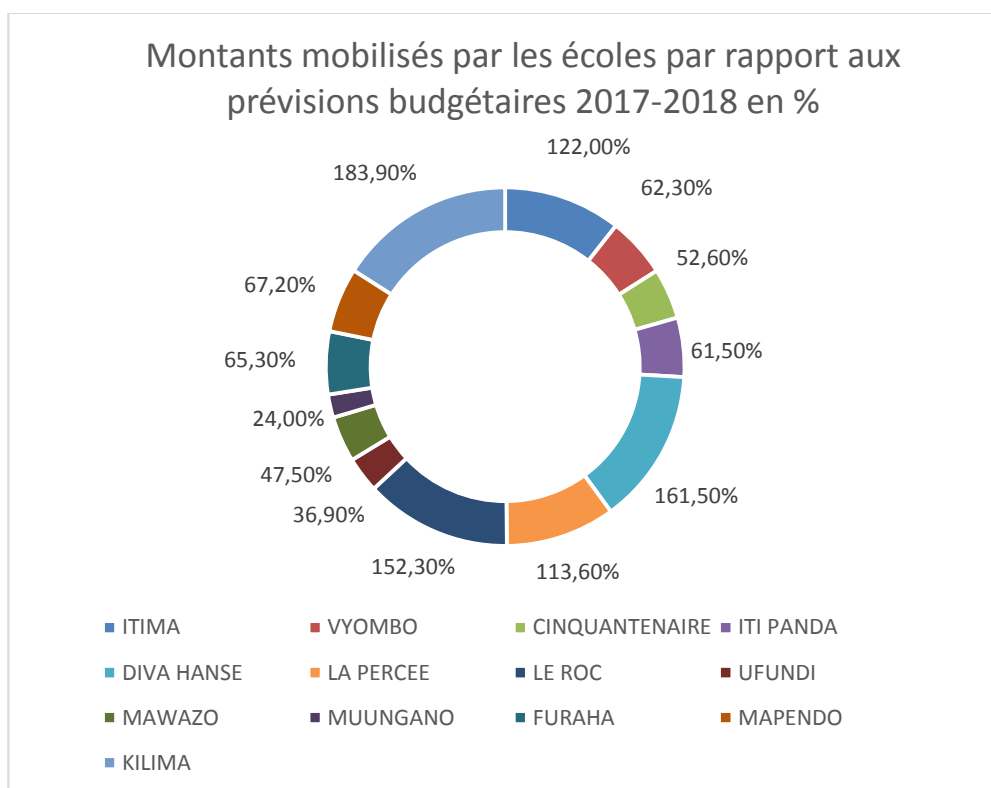
De manière synthétique et sur base des questionnaires d'enquête, des avancements ont été enregistrés dans les différents volets du résultat 2, à savoir :

- Une appropriation de plus en plus perceptible de la part des services de l'EPSP de la nécessité des collaborer avec les Entreprises dans le cadre de la convention partenariat public-

¹² A : Les activités sont en avance
B : Les activités sont dans les délais
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

- privé (concertation/formation/financement) avec la FEC;
- La carte dynamique EPSP-INC/FEC, mise en place en 2014 et gérée par le service statistique de la Direction Provinciale de l'EPSP, devient un instrument riche en informations et capable de faire un Matching dans les différents bassins d'emplois entre les entreprises (demandeurs d'emplois) et les écoles ETFP environnantes ;
- Une appropriation de plus en plus perceptible des outils de gestion organisationnelle, financière et administrative, de la part des Centre d'Application ;
- Le commencement de la réorganisation des fonctions inscrites dans les organigrammes des écoles ETFP (organiser les services admin/fin, logistique, accompagnement socio-professionnel) de la part des Préfets des Centres d'Application ;
- L'amélioration de la gestion du patrimoine dans le Centre d'Application notamment en matière de valorisation des espaces de formation et de sécurisation des biens) ;
- Une bien meilleure compréhension par les COPAS et COGES¹³ des écoles ETFP de l'importance d'allier les besoins du fonctionnement et l'actualisation des consommables (rationalisation des ressources au bénéfice de la qualité de la formation pratique).

Dans le volet Gouvernance des écoles, il se dégage, à travers les activités participatives sur l'élaboration des projets d'établissement que l'implication des COPAS/COGES dans la programmation est devenue plus interactive et conduit à une meilleure organisation de la formation et une meilleure transparence dans la gestion des budgets des écoles (cf. check-list à l'occasion du monitoring).



¹³ Comité des Parents et Comité de Gestion des Ecoles

2.5 Performance de l'output 3

2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi par un accompagnement à l'insertion socio professionnelle.							
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2014	Valeur année 2015	Valeur année 2016	Valeur année 2017	Valeur année 2018	Cible finale
Nombre d'élèves (f/h) issus des filières porteuses ayant bénéficié d'un stage accompagné par le CdR.	Néant	0%	Stage Professionnel : 22 élèves des 45 sélectionnés soit (49%) Stage scolaire : 325 sur un total de 332 sortants 2013-2014, soit (98%)	Stage professionnel : 15 élèves des 45 sélectionnés (33,3) stage scolaire : 411 sur un total de 413 sortants de 2015, soit (99,5%)	80 élèves des 90 sélectionnés sur un total de 411 sortants de 2016, soit (19,4%)	190 élèves des 200 sélectionnés sur un total de 691 sortants de 2018, soit (28%)	80% des finalistes des CdA et CA
Le degré d'insertion à l'emploi (Nombre d'élèves accompagnés par l'UFE en insertion d'emploi /Nombre d'élèves qui ont un emploi grâce à l'UFE).	2.3%	13,6% (3 insérés/22 accompagnés des 45 lauréats sélectionnés).	4 insérés/67 accompagnés des 90 lauréats sélectionnés). 5,9%	N/A	22 insérés sur les 134 lauréats accompagnés du lot des 135 sélectionnés, soit (16,4%)	32 insérés sur les 200 lauréats accompagnés, soit (16%)	100% de 135
Nombre d'initiatives innovantes financées dans les filières appuyées	Néant	0%	1/3 (33,3 %)	1/3 (33,3 %)14	1/3 (33%)	3/3 (33%)	3/3 initiatives

2.5.2 État d'avancement des principales activités

ÉTAT D'AVANCEMENT DES PRINCIPALES ACTIVITES ¹⁵	ÉTAT D'AVANCEMENT :			
	A	B	C	D
Accompagner le CdR dans l'identification des modules pratiques à développer dans le Centre de Ressources (outputs croisé entre les répertoires de besoin FEC et les résultats des stages professionnels)				
Accompagner les CdR dans l'encadrement des différents types de stage (stage scolaire et stage professionnel) au sein des CdA et des écoles Affilié				
Appuyer les UFE dans le Centre d'Application et écoles Affilié				
Accompagner le CdR dans la formation additionnelle des lauréats sortants des CdA (savoir être)				
Accompagner les lauréats de la filière agricole dans l'école du Cinquantenaire de Kasenga à la recherche d'emploi				
Accompagner dans la recherche d'emploi les lauréats issus des formations additionnelles des CdA Vyombo et Itima et écoles affiliées				

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

A la suite des enquêtes monitoring effectuée dans les quatre sites pour l'année 2018 nous avons pu constater que certains cas d'insérés se sont ajoutés à la situation des années précédente suite à un défaut de remontée des informations de la part des lauréats des années antérieures¹⁶.

Concernant le niveau d'employabilité, nous constatons également que les lauréats accompagnés par le projet ont plus de chances d'être insérés que ceux qui sont non-accompagnés.

Compte tenu des potentiels partenariats qui existe avec le CdR, plusieurs possibilités d'offres d'engagement sont en vue, notamment la SNEL, SCS, ITEM, etc.

Période	Total lauréats	Mise en stage	Insertion
2014	45	21	17
2015	45	45	20
2016	90	61	21
2017	150	104	47
2018	200	183	35

Avec l'appui du CdR, les 4 Chargé de l'Insertion Socio-Professionnelle (1 basé dans le CdR Haut Katanga 1 basé dans le Centre d'Application Vyombo et 2 basé dans le Centre d'Application ITIMA) et le Chargé des Relations avec le Secteur Privé, ont pu assurer l'accompagnement de 190 lauréats sur l'ensemble des sites de Lubumbashi, Likasi, Kipushi et Kolwezi, 35 parmi eux ont eu un contrat de travail.

En plus de 1175 personnes certifiées en ICB il est à signaler qu'un des lauréats a été certifié en technique de base sur les formations organisées en e-learning Corporate par Congo-équipement (Caterpillar).

¹⁶ Le défaut de remontée d'information suppose que les lauréats qui étaient déjà insérés auparavant n'ont pas voulu expressément déclarer leur vraie situation ou parcours professionnel, en espérant un éventuel recrutement auprès du CdR.

Figure 3 : Les formations organisées au CdR en 2018

Formation	CdR	Observations
SoftSkills	820	Lauréats + élèves formés lors du SMF
ICB	522	+118 (CdA ITIMA) +168 (CdA VYOMBO) +367 (St François)
M. Word avancé	20	2 sessions de formation
M. Excel avancé	20	2 sessions de formation
MOOC	62	Lauréats de la filière MA & MG
Anglais	101	Quatre sessions
Formation additionnelle (CAT)	29	Sur l'ensemble des site
Formation filière construction	18	Carrelage Peinture Maçonnerie
Formation mécanique auto	16	Electromécanique
Electricité	26	Electricité domestique
Machine outils	18	Usinage
Bureautique	63	Word/Excel
Soudure	14	Baguette
Total nombres bénéficiaires formations modulaires	2382	

2.5. Thèmes transversaux

2.5.1. Genre

A travers les questionnaires d'enquête administrés pour le monitoring 2018, il a été noté une croissance de l'intérêt des familles à ouvrir l'accès aux filières techniques à leurs enfants/filles (augmentation effective des filles entrantes).

La problématique en 2018 elle a été traitée de manière ludique et fort intéressante dans la réalisation de pièces de théâtre initiées et soutenues par le projet et qui a fortement mobilisé les élèves des écoles du projet. Le thème du sida a également été traité par ce biais d'action culturelle.

On constate que le pourcentage de filles lauréates (sur l'ensemble des filières soutenues par le projet)

est en légère progression de 2013 à 2016 avec une augmentation des effectifs de filles de 0.2 % à 1% par an. Le passage de 2016 à 2017 voit une augmentation très sensible de l'effectif des filles, de 1% (pour 413 élèves) à plus de 10 % (de 576 effectif total) dans l'ensemble des filières soutenues. Sur ce point l'évolution des indicateurs est positive.



2.5.2. Environnement

Pour assurer la promotion des droits nouveaux et guider les écoles ETFP vers le recours aux ressources notamment renouvelables et inépuisables, le Projet a veillé à prendre en compte des aspects environnementaux dans toutes les étapes de gestion des ETFP et dans la définition des besoins relatifs aux infrastructures.

Afin de mieux gérer les ressources énergétiques et éviter de demeurer dépendants des services de la SNEL (disfonctionnement chronique), il a été intégré dans l'approche la possibilité d'utiliser l'énergie solaire en complément/substitution de l'énergie électrique en créant une filière spécifique (en plus que doter le CdR Haut-Katanga de 6KV photovoltaïque).

Une campagne de sensibilisation sur le Kit4Africa (photovoltaïque) a été organisée au profit des visiteurs (environ 4500) à l'occasion du Salon de Métiers et Formation organisé en octobre.

La protection des infrastructures contre les effets des orages/eau drainage à travers la plantation de végétation ainsi que l'exploitation des eaux issues de la toiture et des installations diverses pour des besoins multiples est aussi une stratégie usitée dans les chantiers en cours.

2.6. Gestion des risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Periode d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Le comité de gestion et de parents n'arrivent pas à changer la répartition des recettes dans la gestion des écoles (maintenance, consommables)	01/04/2014	DEV	Low	High	Medium Risk	Proposer une grille de répartition et mener des activités avec les comités des gestions des écoles	UCOP EDUKAT	Fin 2019	Un checklist avec les outils de gestion en mettre en place est disponible (y compris la grille de répartition budgétaire). Les sensibilisations/formations au profit des comités de parents sont en cours via la participation dans l'assemblée des parents et le prévision/suivi budgétaire.	En cours

Les RH nécessaires au fonctionnement des services compétents ne sont pas affectés	01/04/2014	OPS	High	Medium	High Risk	Utiliser l'analyse organisationnelle pour faire du plaidoyer. Organiser des activités participatives afin d'identifier le setup des RH par rapport l'organigramme des écoles Affecter les RH pour l'accompagnement des lauréats (UFE)	UCOP EDUKAT	Fin 2019	L'analyse organisationnelle des services compétents finalisée en 2014 montre la carence des inspecteurs spécifiques au domaine technique (plaidoyer vers le SG en cours). Une solution palliative pour la filière électricité est en train d'être prise (utiliser un des professeurs qui a réussi au bilan de compétence profil professionnel électricité domestique et industrielle) La note technique sur le management scolaire a été transférée au PROVED (proposition du set up des RH au sein des CdA) Une proposition d'organigramme y compris la fonction du chargé de l'ISP a été transférée au PROVED	En cours
La qualité des formations additionnelles et les stages en entreprise (CdR) n'augmentent pas l'employabilité des lauréats	01/04/2014	DEV	Medium	High	High Risk	Assurer la qualité du stage à travers les maîtres de stage et de la formation par le recrutement des techniciens praticiens compétents	UCOP EDUKAT	Fin 2019	Le besoin en compétence additionnelle (suite au stage professionnel à l'entreprise) pour les lauréats est disponible. Une BDD des techniciens compétents est en train d'être référencée. 190 lauréats ont été placés en stage professionnel en 2018	En cours

Le budget 2017/2018 voté a l'Assemblée Provinciale n'est pas exécutée	28/06/2017	DEV	Medium	High	High Risk	S'assurer que la dépense puisse être classée prioritaire pour la Province	UCOP/RR	Fin 2019	Appui par le Projet au Ministère provincial (avec Accélère 2) à toute démarche pouvant activer la chaîne de la dépense au niveau du gouvernement ; 100.000 euro ont été versés sur le compte du CdR par le Gouvernement du Lualaba	En cours
Les DAO planifiés prennent des retards dans le lancement/analyse/attributions - délai de livraisons comptant	28/06/2017	OPS	Medium	High	High Risk	Centraliser le traitement des différents dossiers MP directement à partir de la cellule MP Kinshasa	RR	fin 2018	Une partie du travail est faite au niveau du projet (avec des implications sur la réalisation/organisation d'une partie du travail ex PV d'analyse) et une autre partie du travail est faite au niveau de la cellule MP qui prend la responsabilité (ex refaire le PV et contrôler le travail fait) avec des implications financières qui ont des retombées sur le budget du projet ex facturation des frais de fonctionnement de la cellule (double financement et traitement des dossiers très lent)	En cours

Retard dans l'octroi de prime provincial (inscrit dans la commission d'affectation) au profit des personnels du CdR (rémunération dégressif second MOU du juillet 2015)	31/12/2017	DEV	Medium	High	High Risk	Maintenir le montant de prime acceptable afin de ne pas induire l'abandonne du personnels Trouver autre source de financement en provenance du secteur privé ou autres bailleurs	RR	Q1 2019	Le budget voté pour 2017/2018 n'a pas encore été exécuté (la requête introduite en juin 2017 n'a pas été jamais soldée). Le CdR démarre sa première année d'activité. Des formations à la carte (informatique, anglais) payantes sont envisagées à partir de juin 2018. Trois offres de services ont été adressées au secteur privé (Elan, Kamo). La société CAT dans le cadre de sa RSE a octroyé des modules de formations à 29 lauréats. Le gouvernement du Lualaba a équipé en banc le Centre d'Application Itima et financé une connexion internet pour toute la durée de l'année 2018	En cours
Arrêt des activités EDUKAT suite la non prolongation de la CS EDUKAT en Q1 2019	Q1-2019	DEV	High	Medium	High Risk	Arriver à conclure la CdS avec le CdR Haut Katanga avant la fin de mars et étudier une stratégie	ATI/ECT/RR	Q1 2019	Echanges avec RR en cours	En cours

3. Pilotage et apprentissage

3.5. Réorientations stratégiques

Les fondements du système de formation ont été édifiés de manière pragmatique dans un cadre relationnel qui s'installe petit à petit entre les opérateurs de l'administration provinciale publique et les acteurs économiques privés. Le Centre de ressources, implanté par le projet, assure l'ingénierie de formation nécessaire à la réactivité du système ETFP face aux évolutions permanentes de l'économie et de l'emploi. La concertation entre opérateurs de formation et acteurs économiques s'y manifeste, le changement des mentalités vis à vis de l'image très réductrice et dévalorisante de la FP s'est opéré, l'intérêt de développer de l'ETFP de qualité adaptée aux besoins des entreprises est compris par tous les acteurs et notamment par les cadres de l'administration provinciale qui affichent aujourd'hui une détermination et une volonté politique encourageantes pour la suite.

Les bases, en termes de vision, de stratégies opérationnelles, de méthodes et de compétences chez les personnels d'encadrement sont là pour aider au pilotage du dispositif ETFP.

Il reste que ce partenariat qui devrait s'implanter en premier lieu par une gestion partenariale du CdR, en particulier au plan financier et budgétaire, a besoin d'être officialisé et consolidé. Les conventions et autres textes réglementaires ou législatifs sont notamment à valider et à signer. Les compétences et les réflexes en matière de pilotage partenarial sont à conforter.

3.6. Recommandations

Recommandation	Source	Public cible
<i>Description de la décision à prendre.</i>	<i>Le sous-chapitre auquel se réfère la recommandation</i>	
Prendre toutes les mesures nécessaires, en étroite concertation avec ses autres partenaires institutionnels pour clarifier et consolider la spécificité institutionnelle et éducative du dispositif CdR par rapport à l'INPP	ETR	Ambassade/Partenaire
Contribuer à la Visibilité du dispositif CdR, au niveau des deux provinces concernées et au niveau central ; et prendre toutes les mesures nécessaires en matière de Communication auprès des partenaires institutionnels, du monde du travail et de la Société civile	ETR	Enabel/Partenaire
Etudier par anticipation (Enabel RDC avec Ambassade de Belgique en concertation avec les autorités partenaires, la possibilité d'étendre le programme EDUKAT pour une nouvelle phase au-delà de 2018 selon les modalités à définir (dedans/hors portefeuille Education RDC)	ETR	Ambassade Enabel/Partenaire

3.7. Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Une stratégie de mise en œuvre doit être toujours bien supportée par une approche systémique (travailler avec les parties prenantes porteuses de changement) qui tienne compte d'un parte du marché de l'emploi et d'autre part du système éducatif implémenté dans la zone de mise en œuvre;	Enabel/Partenaire
Les innovations introduites dans le cadre d'un projet de coopération bilatérale emploi/formation doivent être en phase avec les politiques éducationnelle en application. Les hypothèses issues de l'analyse participative/minutieuse des acteurs porteurs de changements doivent être en phases avec les goals recherchés.	Enabel
Management projet poussé « changement » et pas seulement gestion est déterminant dans l'impulsion à donner aux activités à mener ;	Enabel/Partenaire
En s'agissant de projet en bilatérale la coresponsabilité (International/National) reste une manière partenariale à privilégier ;	Enabel
Installer un partenariat « public-privé » entre les structures de formation et les opérateurs économiques (gestion paritaire ETFP dans une optique lier la FP à l'emploi et à l'économie) est possible et profitable pour tout le monde	Enabel/Partenaire

4. Annexes

4.5. Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
	X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
X	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?				
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.		
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.		
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.		
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?				
X	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.		
	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.		
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.		
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.		

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
	X			
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
X	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.		
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.		

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
		X		
4.1 Durabilité financière/économique ?				
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.		
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.		
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.		
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.		
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cible et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?				
X	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.		
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.		
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.		
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.		
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?				
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.		
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.		
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.		
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.		
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?				
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).		
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.		
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.		
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.		

4.6. Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision	Période d'identification (mmm.aa)	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status
Les membres de la SMCL recommandent au Division Provinciale de Haut Katanga et Lualaba d'initier la procédure auprès de la SNEL afin que le frais du devis, d'abonnement et de la caution pour le raccordement du Centre de Ressource Haut Katanga (au sein de l'Institut Kilima), de l'Institut ITIMA à Kolwezi et de l'Ecole du Cinquantenaire de Kasenga puissent être pris en charge directement par le gouvernement Provincial (Haut Katanga et Lualaba) ;	oct-16	PV SMCL	DIVISION HAUT KATANGA et LUALABA	Initier la procédure auprès de la SNEL et du Ministère Provincial de l'Energie via le Gouverneur de Province	PROVEDs	Q1-2017	Le Ministre a introduit une demande au Gouvernorat	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au PROVED qu'une fois l'arrêté portant fonctionnement du Centre de Ressource Haut Katanga est signée c'est alors que les commissions d'affectations pour les 11 postes restants pourront être signées	oct-16	PV SMCL	PROVED	Mettre en place la commission d'affectation des restants 11 poste à pourvoir dans le CdR Haut Katanga	CABINET+ PROVED	Q1-2017	Cadre organique mis a jours progressive ment	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au PROVED de faire le nécessaire afin de négocier avec la SONAS une assurance qui couvre aussi le risque d'accident dans les cas de stage professionnel;	oct-16	PV SMCL	PROVED	Négocier les tarifs a appliqué dans le cadre d'une assurance pendant une stage professionnel	PROVED	Q1-2017	Négociation en cours	ONGOING

Les membres de la SMCL recommandent aux PROVED Haut Katanga et Lualaba de proposer à la prochaine SMCL un dispositif palliatif capable de combler l'insuffisance des inspecteurs dans les filières de l'enseignement technique ;	mars-17	PV SMCL	PROVED	Affecter des professeurs/techniciens thématiques au moment des examens pratiques	PROVED	Q2-2018	Recrutement en cours	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au PROVED Haut Katanga de poursuivre les démarches pour remédier aux erreurs survenues lors du processus de mécanisation de professeurs de la filière agricole de Kasenga.	mars-17	PV SMCL	PROVED	Réintroduire les dossiers à niveau du SECOPE	PROVED	Q3-2017	En cours	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent à l'UCOP de lancer le marché public pour l'achat des équipements nécessaires aux raccordements en électricité du Centre de Ressource Haut Katanga, de l'école du Cinquantenaire de Kasenga et de l'Institut Technique ITIMA (l'attribution pourra se faire à partir du moment où les gouverneurs de province auront conclu l'exonération avec la SNEL).	mars-17	PV SMCL	UCOP	Publication DAO	UCOP	Q3-2017	MP RDC1216911-15 en cours	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au Ministre Provincial de l'Enseignement du Haut Katanga de s'assurer que les 55.000.000 CDF inscrits dans leurs listes d'engagements trimestriels prioritaires puissent être disponibles sur le compte Provincial du Centre de Ressources;	mars-17	PV SMCL	CABINET	Formalités pour exécuter le budget 2017 accomplie	PROVED CN	Q4-2017	En attente	OPEN

Les membres de la SMCL recommandent au Ministère provincial de l'Enseignement du Haut Katanga de rencontrer ses homologues du budget et de finance afin d'entamer la démarche administrative pour alimenter le compte CdR Haut Katanga (ouvert à l'ECOBANK/LUBUMBASHI) à partir du compte principal du trésor Public.	mars-17	PV SMCL	CABINET	Rencontre avec Ministère Provincial du budget	PROVED CN	Q3-2017	En cours	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au PROVED et au Ministère Provincial de l'Enseignement du Haut Katanga de faire le nécessaire afin de négocier avec la SONAS une assurance qui couvre aussi le risque d'accident dans les cas du stage professionnel et de l'inscrire dans le frais de fonctionnement du CdR Haut Katanga;	mars-17	PV SMCL	PROVED	Négocier les tarifs à appliquer dans le cadre d'une assurance pendant un stage professionnel des lauréats de l'ETFP	PROVED	Q4-2017	Négociation en cours avec d'autres assurances	ONGOING
Les institutions publiques et privées congolaises, aux niveaux central ou provincial doivent fournir tous les efforts de spécification, d'appropriation et de pérennisation du dispositif CdR ; à la FEC, notamment de sensibiliser leurs entreprises membres, dans leur responsabilité sociétale de contribuer au fonctionnement du CdR Haut Katanga (soit par des mises à disposition des formateurs, soit par des apports financiers frais) ;	mars-17	PV SMCL	CABINET FEC	Contrat de gestion du CdR Haut Katanga avec responsabilité	CABINET FEC	Q4-2018	Echanges en cours	ONGOING

Les membres de la SMCL recommandent au Président du Comité de Pilotage du CdR Haut-Katanga aux deux PROVEDS et à la FEC Katanga de s'assurer que les actions des rapprochements inscrites dans la Convention de Partenariat Public Privé puissent être menées de manière régulière (réunion du Comité de Pilotage CdR Haut Katanga, Comité de Concertation Locale dans les sous-divisions, focus groupe avec les entreprises) ;	mars-17	PV SMCL	PROVED	Réunion des Comité de Concertation Locale	PROVED	Q4-2047	SMF réalisé en octobre 2018	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent à l'UCOP de préparer le plan de clôture du projet et de le présenter à l'occasion de la prochaine SMCL ordinaire qui se tiendra au plus tard au mois d'octobre 2018 ;	mai-18	PV SMCL	UCOP	Plan de clôture	UCOP	Q3-2018	Plan de Clôture disponible	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent à Enabel de poursuivre toutes les procédures relatives à l'exécution des marchés RDC1216911-16 et RDC1216911-18 et de tenir l'attribution en attente de la contribution effective de la partie congolaise préconisée avant la date butoir du 15 juin 2018 ;	mai-18	PV SMCL	MP	ANO Conseil d'Administration	RR	Q3-2018	ANO CS reçu en septembre 2018.En attente d'une décision RR	ONGOING
La SMCL recommande à l'UCOP de produire un business plan à 3 ans du Centre de Ressource Haut Katanga pour asseoir les sources de contribution/financement nécessaires (public Central/public Provincial/Privé/EPSP/autofinancement).	mai-18	PV SMCL	CdR Haut Katanga	Business Plan	UCOP	Q3-2018	Plan d'Action 2019 disponible	ONGOING

4.7. Cadre logique mis à jour

Pas de modifications apportées

4.8. Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Non
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Au niveau de RR
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	MTR fait en octobre 2016 enregistrement au niveau de RR
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	ETR fait en juin 2018 enregistrement au niveau de RR
Missions de backstopping depuis le 01/01/2015	Six

4.9. Rapport « Budget versus Actuels (2018) »

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1216911

Project Title : Programme de Soutien au Secteur de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi Mutshatsha - Lubudi - Kolwezi - Likasi - Lubumbashi - Sakania (ProETFP-KATANGA)

Budget Version : C07

Year to month : 31/12/2018

Currency : EUR

YtM : Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

		2018										
Status	Fin Mode	Amount	2017	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
A LES JEUNES APPRENANTS DES		5.460.821,00	3.278.292,75	54.841,80	566.438,07	115.221,70	218.656,42	955.157,99	4.233.450,75	1.227.370,25	78%	
01 établir le centre de		1.810.221,00	1.070.111,91	19.692,49	97.498,03	24.742,87	59.655,25	201.588,64	1.271.700,55	538.520,45	70%	
01 développement statut	REGIE	10.000,00	11.595,04	2,67				2,67	11.597,71	-1.597,71	116%	
02 analyse de l'implantation et	REGIE	64.000,00	52.135,57		894,31			894,31	53.029,88	10.970,12	83%	
03 construction des deux	REGIE	687.000,00	659.724,71		7.254,23	143,75	14.149,49	21.547,47	681.272,18	5.727,82	99%	
04 équiper les deux centres	REGIE	562.621,00	185.611,96	3.759,50	75.444,12		22.494,26	101.697,87	287.309,83	275.311,17	51%	
05 mise en place du personnel	REGIE	249.600,00	89.892,56	5.281,11	3.419,26	6.435,96	6.223,87	21.360,20	111.252,76	138.347,24	45%	
06 frais de fonctionnement des	REGIE	237.000,00	71.152,07	10.649,22	10.486,11	18.163,17	16.787,63	56.086,12	127.238,19	109.761,81	54%	
02 établir les espaces de		2.141.800,00	1.582.929,57	2.448,54	385.728,61	7.288,12	40.410,32	435.875,59	2.018.805,17	122.994,83	94%	
01 analyse de l'implantation	REGIE	5.000,00	7.533,49	29,02				29,02	7.562,51	-2.562,51	151%	
02 rehabilitation des espaces	REGIE	1.285.000,00	1.182.162,23	510,65	8.621,53	3.824,33	36.705,14	49.661,65	1.231.823,88	53.176,12	96%	
03 équiper les espaces de	REGIE	738.500,00	330.205,75	825,24	375.741,33			376.566,57	706.772,32	31.727,68	96%	
04 mise en place du personnel	REGIE	35.900,00	15.725,08	1.015,85	1.365,75	3.463,79	3.574,75	9.420,13	25.145,21	10.754,79	70%	
05 frais de fonctionnement de	REGIE	77.400,00	47.303,02	67,79			130,44	198,23	47.501,25	29.898,75	61%	
03 développer une stratégie		12.500,00	-2.316,43						-2.316,43	14.816,43	-19%	
01 élaboration d'un manuel	REGIE	12.500,00	-2.316,43						-2.316,43	14.816,43	-19%	
04 mettre à disposition des		318.800,00	141.278,22	11.599,68	24.672,03	15,79	49.229,16	85.516,66	226.794,87	92.005,13	71%	
01 renforcer l'ETFP en matière	REGIE	28.800,00	45.658,61	11.599,68	20.273,69		59,22	31.932,58	77.591,19	-48.791,19	269%	
		REGIE	10.000.000,00	6.361.423,33	166.296,00	770.311,78	311.703,75	543.981,41	1.792.292,94	8.153.716,27	1.846.283,73	82,00
		COGEST										
		TOTAL	10.000.000,00	6.361.423,33	166.296,00	770.311,78	311.703,75	543.981,41	1.792.292,94	8.153.716,27	1.846.283,73	82,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1216911 Printed on 15/03/2019

page: 1

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1216911

Project Title : Programme de Soutien au Secteur de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi Mutshatsha - Lubudi - Kolwezi - Likasi - Lubumbashi - Sakania (ProETFP-KATANGA)

Budget Version : C07

Year to month : 31/12/2018

Currency : EUR

YtM : Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

			2018									
Status	Fin Mode	Amount	2017	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
02 équipement et outillage de	REGIE	290.000,00	95.619,61		4.398,34	15,79	49.169,94	53.584,07	149.203,68	140.796,32	51%	
05 Organiser la formation		349.600,00	113.012,95	9.891,74	55.087,56	52.060,02	30.828,46	147.867,78	260.880,73	88.719,27	75%	
01 coûts de formation du	REGIE	209.600,00	47.842,49	9.891,74	26.317,77	4.068,75	7.182,45	47.460,71	95.303,20	114.296,80	45%	
02 coûts des formations	REGIE	140.000,00	65.170,46		28.769,79	47.991,27	23.646,01	100.407,07	165.577,53	-25.577,53	118%	
06 organiser la formation		88.150,00	77.401,11	572,29	2.162,32	498,54	22.838,37	26.071,52	103.472,63	-15.322,63	117%	
01 formation des formateurs	REGIE	88.150,00	77.401,11	572,29	2.162,32	498,54	22.838,37	26.071,52	103.472,63	-15.322,63	117%	
07 réhabiliter les		679.750,00	240.725,77	8.588,50	1.289,53	30.616,36	15.220,93	55.715,32	296.441,09	383.308,91	44%	
01 réhabiliter les	REGIE	679.750,00	240.725,77	8.588,50	1.289,53	30.616,36	15.220,93	55.715,32	296.441,09	383.308,91	44%	
08 PROMOUVOIR l'ETFP		60.000,00	55.149,65	2.048,57			473,92	2.522,49	57.672,14	2.327,86	96%	
01 sensibilisation (files et	REGIE	60.000,00	55.149,65	2.048,57			473,92	2.522,49	57.672,14	2.327,86	96%	
B Le PILOTAGE ET LA GESTION		736.100,00	489.927,78	29.913,60	27.726,72	26.174,26	87.183,30	170.997,89	660.925,66	75.174,34	90%	
01 Appuyer la coordination et		113.000,00	37.861,78	4.578,02	17.769,90	5.044,89	24.941,25	52.334,06	90.195,83	22.804,17	80%	
01 appuyer la concertation et	REGIE	57.000,00	17.980,92	2.345,05	8.898,26	341,60	2.566,13	14.151,04	32.131,96	24.868,04	56%	
02 appuyer la concertation et	REGIE	46.000,00	13.481,77	2.232,97	7.809,60	2.894,40	22.375,12	35.312,08	48.793,85	-2.793,85	106%	
03 alimenter les stratégies et	REGIE	10.000,00	6.399,09		1.062,04	1.808,89		2.870,93	9.270,02	729,98	93%	
02 Appuyer la mise en place		26.000,00	23.126,41		896,83	1.190,52		2.087,35	25.213,76	786,24	97%	
01 étude des besoins en	REGIE	25.000,00	22.208,34		896,83	1.190,52		2.087,35	24.295,69	704,31	97%	
02 Appui à la formulation Du	REGIE	1.000,00	918,07						918,07	81,93	92%	
	REGIE	10.000.000,00	6.361.423,33	166.296,00	770.311,78	311.703,75	543.981,41	1.792.292,94	8.153.716,27	1.846.283,73	82,00	
	COGEST											
	TOTAL	10.000.000,00	6.361.423,33	166.296,00	770.311,78	311.703,75	543.981,41	1.792.292,94	8.153.716,27	1.846.283,73	82,00	



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1216911 Printed on 15/03/2019

page: 2

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1216911

Project Title : Programme de Soutien au Secteur de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi Mutshatsha - Lubudi - Kolwezi - Likasi - Lubumbashi - Sakania (ProETFP-KATANGA)

Budget Version : C07

Year to month : 31/12/2018

Currency : EUR

YtM : Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

			2018									
Status	Fin Mode	Amount	2017	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
03 Appuyer l'articulation de		119.000,00	90.339,37	3.160,12			14.087,57	17.247,69	107.587,06	11.412,94	90%	
01 appuyer les entreprises et	REGIE	87.000,00	74.986,67	421,50			2.521,29	2.942,79	77.929,46	9.070,54	90%	
02 appuyer les entreprises et	REGIE	32.000,00	15.352,70	2.738,62			11.566,28	14.304,90	29.657,60	2.342,40	93%	
04 Appuyer la bonne gestion		247.000,00	134.157,20	19.649,08	6.983,86	5.192,20	3.284,11	35.109,24	169.266,43	77.733,57	69%	
01 etude de besoins	REGIE	12.500,00	263,05	1.929,57	1.048,07			2.977,64	3.240,69	9.259,31	26%	
02 renforcer les compétences	REGIE	189.300,00	104.703,80	17.719,51	3.055,78	5.192,20	3.284,11	29.251,59	133.955,39	55.344,61	71%	
03 renforcer les capacités	REGIE	45.200,00	29.190,35		2.880,00			2.880,00	32.070,35	13.129,65	71%	
05 Appuyer la mise en place		231.100,00	204.443,02	2.526,39	2.076,13	14.746,66	44.870,37	64.219,55	268.662,58	-37.562,58	116%	
01 baseline (étude des besoins	REGIE	6.000,00	9.773,93	733,25			57,13	790,38	10.564,31	-4.564,31	176%	
02 renforcer les compétences	REGIE	176.500,00	149.592,97	541,46	345,26	14.746,66	2.410,94	18.044,33	167.637,30	8.862,70	95%	
03 renforcer les compétences	REGIE	48.600,00	45.076,12	1.251,68	1.730,87		42.402,30	45.384,85	90.460,97	-41.860,97	186%	
04 Antenne PRECOB +	REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	7%	
C LES JEUNES APPRENANTS ET		746.500,00	286.258,13	35.782,82	49.353,75	56.844,71	81.843,94	223.825,22	510.083,36	236.416,64	68%	
01 accompagner les		255.100,00	88.591,65	4.922,33	11.556,33	34.437,00	41.359,45	92.275,11	180.866,76	74.233,24	71%	
01 étude exploratoire sur les	REGIE	40.000,00	41.162,24						41.162,24	-1.162,24	103%	
02 appuyer les programmes de	REGIE	150.300,00	46.036,18	4.257,75	8.829,11	34.437,00	41.359,45	88.883,30	134.919,48	15.380,52	90%	
03 appuyer les programmes de	REGIE	33.450,00	58,06	664,59	2.727,22			3.391,81	3.449,87	30.000,13	10%	
04 renforcement des capacités	REGIE	31.350,00	1.335,17						1.335,17	30.014,83	4%	
		REGIE	10.000.000,00	6.361.423,33	166.296,00	770.311,78	311.703,75	543.981,41	1.792.292,94	8.153.716,27	1.846.283,73	82,00
		COGEST										
		TOTAL	10.000.000,00	6.361.423,33	166.296,00	770.311,78	311.703,75	543.981,41	1.792.292,94	8.153.716,27	1.846.283,73	82,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1216911 Printed on 15/03/2019

page: 3

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1216911

Project Title : **Programme de Soutien au Secteur de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi Mutshatsha - Lubudi - Kolwezi - Likasi - Lubumbashi - Sakania (ProETFP-KATANGA)**

Budget Version : **C07**

Year to month : 31/12/2018

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

			2018									
Status	Fin Mode	Amount	2017	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
02 accompagnement à la		97.900,00	74.884,70	516,90		2.452,07	5.782,66	8.751,63	83.636,33	14.263,67	85%	
01 mise en place des unités	REGIE	35.900,00	15.893,22			2.452,07	5.782,66	8.234,73	24.127,95	11.772,05	67%	
02 accompagnement et suivi	REGIE	62.000,00	58.991,48	516,90				516,90	59.508,38	2.491,62	96%	
03 organisation de formations		175.000,00	49.144,51	13.820,69	12.493,87	1.771,72	12.353,92	40.440,20	89.584,71	85.415,29	51%	
01 Identification, définition et	REGIE	153.000,00	38.972,14	11.094,88	5.933,87	171,78	12.353,92	29.554,46	68.526,60	84.473,40	45%	
02 Certification des modules	REGIE	22.000,00	10.172,37	2.725,81	6.559,99	1.599,94		10.885,74	21.058,11	941,89	96%	
04 développer un programme		218.500,00	73.637,27	16.522,90	25.303,55	18.183,93	22.347,90	82.358,29	155.995,56	62.504,44	71%	
01 développer un programme	REGIE	118.500,00	67.863,14	8.822,48	6.416,30	12.469,15	3.287,01	30.994,95	98.858,09	19.641,91	83%	
02 développer un programme	REGIE	100.000,00	5.774,13	7.700,42	18.887,25	5.714,77	19.060,89	51.363,34	57.137,47	42.862,53	57%	
X Réserve budgétaire (MAX		0,00	0,00						0,00	0,00	7%	
01 Réserve budgétaire		0,00	0,00						0,00	0,00	7%	
01 Réserve budgétaire REGIE	REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	7%	
Z MOYENS GÉNÉRAUX		3.056.579,00	2.306.944,67	45.757,78	126.793,24	113.463,07	156.297,75	442.311,84	2.749.256,50	307.322,50	90%	
01 Frais de personnel		2.296.000,00	1.747.391,35	27.558,87	103.697,39	95.181,09	77.876,05	304.313,40	2.051.784,75	244.295,25	89%	
01 Assistant technique	REGIE	1.519.250,00	1.151.691,64	54.270,53	61.479,51	57.037,96	18.980,99	191.768,99	1.343.460,63	175.789,37	88%	
02 Staff national	REGIE	776.750,00	595.699,71	-26.711,66	42.217,88	38.143,13	58.895,06	112.544,41	708.244,12	68.505,88	91%	
02 Investissements		201.000,00	194.326,03		2.222,27	1.268,80	195,03	3.686,09	198.012,12	2.987,88	99%	
01 Véhicules	REGIE	103.000,00	98.858,77						98.858,77	4.141,23	96%	
		REGIE	10.000.000,00	6.361.423,33	166.296,00	770.311,78	311.703,75	543.981,41	1.792.292,94	8.153.716,27	1.846.283,73	82,00
		COGEST										
		TOTAL	10.000.000,00	6.361.423,33	166.296,00	770.311,78	311.703,75	543.981,41	1.792.292,94	8.153.716,27	1.846.283,73	82,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1216911 Printed on 15/03/2019

page: 4

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1216911

Project Title : **Programme de Soutien au Secteur de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi Mutshatsha - Lubudi - Kolwezi - Likasi - Lubumbashi - Sakania (ProETFP-KATANGA)**

Budget Version : **C07**

Year to month : 31/12/2018

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

			2018									
Status	Fin Mode	Amount	2017	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
02 Fournitures et équipement	REGIE	79.000,00	73.859,16		2.222,27	1.268,80	195,03	3.686,09	77.545,25	1.454,75	98%	
03 Equipement IT	REGIE	19.000,00	21.608,10						21.608,10	-2.608,10	114%	
03 Frais de fonctionnement		321.579,00	250.338,37	13.947,94	11.724,97	11.484,90	20.910,13	58.067,94	308.406,31	13.172,69	96%	
01 frais de bureau	REGIE	49.000,00	57.559,30	225,00	459,08	317,56	190,50	1.192,14	58.751,44	-9.751,44	120%	
02 Frais de fonctionnement	REGIE	94.000,00	59.786,38	7.313,10	4.996,84	3.446,82	7.907,92	23.664,68	83.451,06	10.548,94	89%	
03 Communications	REGIE	81.000,00	69.638,27	1.976,67	2.502,36	3.709,96	5.601,16	13.790,15	83.428,42	-2.428,42	103%	
04 Fournitures de bureau	REGIE	27.000,00	23.049,83	1.032,33	1.680,26	1.558,06	787,41	5.058,06	28.107,89	-1.107,89	104%	
05 Autres frais de	REGIE	70.579,00	40.304,59	3.400,83	2.086,43	2.452,50	6.423,14	14.362,91	54.667,50	15.911,50	77%	
04 Audit et Suivi et Evaluation		238.000,00	116.070,51	4.250,97	9.148,61	5.528,28	57.316,54	76.244,41	192.314,91	45.685,09	81%	
01 Evaluation	REGIE	80.000,00	68.519,13	943,60	3.022,99		47.647,45	51.614,04	120.133,17	-40.133,17	150%	
02 Suivi et backstopping	REGIE	128.000,00	44.449,60	3.307,38	6.125,62	5.354,69	7.730,30	22.517,98	66.967,58	61.032,42	52%	
03 Audit	REGIE	30.000,00	3.101,78			173,59	1.938,79	2.112,38	5.214,16	24.785,84	17%	
99 Conversion rate adjustment		0,00	-1.181,59						-1.181,59	1.181,59	7%	
98 Conversion rate adjustment	REGIE	0,00	-1.181,59						-1.181,59	1.181,59	7%	
		REGIE	10.000.000,00	6.361.423,33	166.296,00	770.311,78	311.703,75	543.981,41	1.792.292,94	8.153.716,27	1.846.283,73	82,00
		COGEST										
		TOTAL	10.000.000,00	6.361.423,33	166.296,00	770.311,78	311.703,75	543.981,41	1.792.292,94	8.153.716,27	1.846.283,73	82,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of RDC1216911 Printed on 15/03/2019

page: 5

4.10. Ressources en termes de communication

De manière spécifique, le Projet a eu à prendre part à l'organisation du Katanga Business Meeting au mois de mai 2018. A cette occasion, le Directeur Provincial de l'Education a pu présenter, à l'intention des acteurs socio-économiques en Province, l'opportunité d'une mise en œuvre de la réforme ETP en vue de mieux répondre aux préoccupations des entreprises et de promouvoir l'emploi.

Au mois d'Octobre 2018 sur initiative de la FEC Katanga le Projet EDUKAT a contribué à la réalisation du deuxième Salon de l'Emploi et de la Formation (promouvoir une plateforme d'échanges et de partages entre les demandeurs d'emploi, les employeurs, les apprenants, les Instituts supérieurs et Universitaires ainsi que les écoles techniques afin de soutenir une meilleure adéquation/formation-emploi (lien entre offre de formation-demande).

Le Projet a continué aux activités inscrites dans C4D (sur l'appui d'Akili une série des vidéos thématiques sur la promotion du stage professionnel et genre ont été produites et publiée sur <https://open.enabel.be/en/COD/2044/p/appui--l-enseignement-technique-et-la-formation-professionnelle-au-katanga-edukat.html>).